

**Suisse**

La tolérance zéro devient la norme au parlement

Florent Quiquerez Berne

L'affaire Buttet questionne le devoir d'exemplarité des élus et le rôle des médias. D'autres ont démissionné sous la pression

Yannick Buttet (PDC/VS) aura tenu dix-huit jours. Jonas Fricker (Verts/AG), trois. Le schéma est à peu près le même. Après le dérapage, la tempête médiatique, puis la pression politique. Pas d'autre issue pour les deux hommes que de quitter leur mandat au Conseil national.

Certes, on ne peut pas comparer la plainte pénale et les témoignages de harcèlement qui accablent le Valaisan avec la déclaration choquante de l'Argovien qui associait transport de porcs et l'Holocauste. Reste que ces deux démissions se sont produites à trois mois d'intervalle et interrogent sur le degré de tolérance du parlement et la rapidité des conséquences politiques.

Cette réaction fulgurante, les médias n'y sont pas étrangers. C'est en tout cas l'analyse de Georg Lutz, politologue à l'Université de Lausanne. «La limite de ce qui est privé et public a eu tendance à s'estomper ces dernières années. Le cycle des révélations s'est aussi accéléré. Elles tombent désormais tous les jours. C'est notamment ce qui a

précipité le départ de Yannick Buttet. Si vous décidez de communiquer, vous devez dire toute la vérité, tout de suite. Sinon vous risquez l'effet boomerang, et de passer pour un menteur en cas de nouvelles révélations.» Et de citer le cas de Christophe Darbellay (PDC/VS) qui a tout raconté sur son enfant illégitime. Il a ensuite été élu au Conseil d'État valaisan.

Georg Lutz analyse différemment le cas de Jonas Fricker. Pour lui, l'écologiste aurait pu survivre à la polémique. «Après son erreur, il a communiqué correctement et s'est excusé immédiatement. C'est la pression médiatique et le manque de soutien de son parti qui ont précipité son retrait.» Le parti sortait en effet de deux autres scandales: les selfies nus du conseiller national Geri Müller (Verts/AG) et les accusations de viol - aujourd'hui démenties - de la députée zougnoise Jolanda Spiess-Hegglin.

Soutien du parti essentiel

Le soutien ou non du parti est essentiel. La carrière politique de Filippo Lombardi (PDC/TI) n'a pas eu à souffrir de ses excès de vitesse. Céline Amaudruz (UDC/GE) s'en est aussi sortie malgré son arrestation pour alcool au volant. Le parti lui a maintenu sa confiance. «On peut toutefois dire que la barre de ce qui est acceptable a baissé, note Georg Lutz. Les partis anticipent les problèmes d'image que peuvent



Yannick Buttet (PDC/VS) aura tenu dix-huit jours avant de démissionner du Conseil national. KEYSTONE

causer ces affaires.»

Les parlementaires sont aussi de plus en plus confrontés à un devoir d'exemplarité. «Désormais, je fais davantage attention à ma consommation d'alcool, à ma vitesse sur la route et aux lieux que je fréquente dans ma vie privée», témoigne un «ancien» du parlement.

Des changements qui ne surprennent pas François Dermange, professeur d'éthique à l'Université de Genève. «Ce qui

«Les médias ont un pouvoir normatif sur quelles sont les mœurs



Malgré ses excuses immédiates, Jonas Fricker (Verts/AG) n'a pas résisté à la pression médiatique. KEYSTONE

acceptables»

François Dermange

Professeur d'éthique à l'UNIGE était acceptable ou tolérable hier ne l'est plus forcément aujourd'hui.» Il livre deux exemples: «Avant, personne ne trouvait à redire des abattoirs. Ils sont désormais perçus comme des zo-

nes de torture. Actuellement, le lobbyisme au parlement est considéré comme normal, on se demandera peut-être demain comment on a pu le tolérer.»

François Dermange pointe lui aussi du doigt la rapidité avec laquelle une information est relayée. «Ça peut poser des problèmes quant à la présomption d'innocence. Les médias forment-ils ou relaient-ils l'opinion publique? Difficile de répondre. Une chose est sûre, ils ont un pouvoir normatif sur quelles sont les mœurs acceptables.» Et de citer l'évasion fiscale: «Bien que ce procédé soit légal, il est présenté négativement par les médias. Ça devient quelque chose de mal.»

Valeurs battues en brèche

L'actuel président du Conseil national, Dominique de Buman (PDC/FR), constate aussi cette évolution. «On vit une époque où plusieurs valeurs morales ou éthiques sont battues en brèche. Dans le domaine de la légalisation des drogues, du mariage pour tous ou du respect de la vie. Au même moment, on vit dans un monde où il n'y a plus de droit

à l'erreur. La société est devenue plus dure. Dans sa rigueur, elle ne tolère plus certains comportements déviants.»

Pour Ada Marra (PS/VD), le problème principal vient du fait qu'on confond morale et éthique. Et de rappeler la vision du philosophe Paul Ricœur: «L'éthique, c'est une visée de la vie bonne avec et pour les autres, dans des institutions justes.» Pour elle, un élu devrait pouvoir faire ce qu'il veut tant qu'il n'enfreint pas les règles.

«Attention, rétorque toutefois la Vaudoise, il ne faudrait pas mettre tout le monde à la même enseigne. Il y a des bondieuseries et des gens qui jouent les vierges effarouchées, mais il y a un aspect pénal dans le cas Buttet, alors qu'il n'y en a pas pour l'enfant de Darbellay ou les selfies de Geri Müller.»

S'il s'accroche à son mandat, une autre sanction peut guetter l'élu: le peuple. Si les Valaisans ont pardonné à Christophe Darbellay, Geri Müller n'a pas été réélu à la mairie de Baden (AG).

Qui remplacera Buttet?

● Le départ de Yannick Buttet ouvre la porte à **Benjamin Roduit**. Premier des viennent-ensuite, cet enseignant pourrait reprendre le siège laissé vacant au Conseil national. Reste que le démissionnaire a marqué sa présence sur plusieurs dossiers à Berne. Si **Thomas Egger** (VS), lobbyiste en chef des régions de montagne, est à même de reprendre le flambeau sur les

questions énergétiques et d'aménagement du territoire, il sera plus difficile de remplacer celui qui est aussi lieutenant-colonel sur les sujets militaires.

Le retrait de Yannick Buttet pose d'autres questions encore. Notamment celle de la vice-présidence du PDC Suisse. La direction est à la recherche de la perle rare. Dernière romande à siéger au sein de la présidence,

la sénatrice **Anne Seydoux-Christe** (JU) arrive à la fin de son troisième mandat. Le nom de son collègue fribourgeois **Beat Vonlanthen** est aussi évoqué, mais ce dernier, bien que bilingue, vient de la partie germanophone du canton. Tous les regards se tournent vers le conseiller national **Guillaume Barazzone** (GE). Ce dernier a toujours décliné, puisqu'il assure un double mandat avec l'Exécutif de la ville de Genève.